ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 8 mars 1984, d'une demande d'avis sur un projet de loi "instituant des chambres d'appel à conseiller unique", a donné le 20 mars 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e maart 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot instelling van kamers van beroep met een raadsheer", heeft de 20e maart 1984 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Selon l'intitulé, le projet de loi institue "des chambres d'appel à conseiller unique". Il omet cependant une précision importante : c'est au sein de la cour d'appel - et non de la cour du travail - que de telles chambres sont créées. Par ailleurs, la cour d'appel comprend déjà des chambres à conseiller unique, qui statuent sur l'appel des jugements rendus par le juge au tribunal de la jeunesse (1). Le texte suivant est proposé :

"Projet de loi relatif à la création de chambres à conseiller unique au sein des cours d'appel".

Dispositif.

La loi en projet n'appelle d'observations qu'en ce qui concerne l'emplacement des dispositions modificatives du Code judiciaire et la mise en concordance de certaines dispositions de ce Code, que le Gouvernement n'a pas prévu de modifier.

1. L'article 2 du projet ajoute deux paragraphes à l'article 102 du Code judiciaire. Ils ont trait aux demandes qui peuvent être soumises à des chambres à conseiller unique.

.../...

---

(1) Article 102 du Code judiciaire.

L'article 102 est placé dans la section première ("La cour d'appel") du chapitre III ("La cour d'appel et la cour du travail") du titre premier du livre premier de la deuxième partie du Code judiciaire. La section IV du même chapitre est intitulée "Du service" : c'est dans cette section que se trouve l'article 109 modifié par l'article 3 du projet.

La répartition actuelle des sections du chapitre III est dans l'ensemble semblable à celle du chapitre II consacré au tribunal d'arrondissement, au tribunal de première instance, au tribunal du travail et au tribunal de commerce. Dans ce chapitre II, les attributions des chambres à trois juges sont fixées dans l'article 92 qui fait partie de la section VIII "Du service".

Il semblerait souhaitable que la présentation des chapitres II et III continue à être symétrique, et que les règles contenues dans les articles 2 et 3 du projet prennent place dans la section IV du chapitre III, section intitulée "Du service", tout comme les dispositions qui ont un objet semblable figurent, pour les tribunaux de première instance, dans la section VIII ("Du service") du chapitre II.

2. Dans son texte actuellement en vigueur, l'article 102 établit deux règles : d'une part, il existe des chambres à conseiller unique au sein de la cour d'appel, d'autre part, ces chambres connaissent de l'appel des jugements rendus par le juge au tribunal de la jeunesse. La première disposition relève de l'organisation de la cour, la seconde des attributions ("du service") de celle-ci. Aussi, compte tenu de l'article 101, alinéa 3, en projet (article 1er du projet), est-il proposé d'abroger l'article 102 et d'insérer un article 109bis.

3. Si cette proposition était retenue, l'article 2 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-
L'article 102 du même Code est abrogé".

Un nouvel article devrait être rédigé comme suit :

"Article ... .-
Un article 109bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 109bis. § 1er. Sont attribués aux chambres ne comprenant qu'un membre, les appels des jugements rendus par le juge au tribunal de la jeunesse.

§ 2. Sont attribués suivant les nécessités du service aux chambres composées de trois conseillers à la cour ou à celles qui ne comprennent qu'un seul membre :

1° les appels des décisions rendues en matière civile par une chambre du tribunal de première instance qui ne comprend qu'un juge;

2° les appels des décisions rendues par le président du tribunal de première instance et par le président du tribunal de commerce;

3° les recours visés à l'article 603, 4°;

4° les demandes fondées sur les articles 606 et 1718-2.

.../...

§ 3. Les causes autres que celles qui sont visées aux paragraphes 1er et 2 sont attribuées à des chambres composées de trois conseillers à la cour.

§ 4. Lorsque de plusieurs causes connexes, l'une d'elle au moins doit être portée devant une chambre composée de trois conseillers à la cour, le premier président les fixe toutes devant une telle chambre, même s'il y a lieu, à cette fin, de modifier leur distribution antérieure".

4. L'article 210bis, en projet, est inspiré de l'article 195 relatif à la désignation des juges au tribunal de première instance, appelés à siéger seuls (1).

Afin de respecter, dans un souci de clarté, un parallélisme avec l'article 210, il est proposé de rédiger l'article 210bis comme suit :

"Article 210bis. Les présidents et les conseillers appelés à siéger seuls dans les cas visés à l'article 109bis, § 2, sont désignés par le premier président de la cour d'appel, sur l'avis écrit et motivé du procureur général.

Ils peuvent aussi siéger à leur rang dans les autres chambres de la cour".

.../...

---

(1) Il ressort toutefois des informations fournies au Conseil d'Etat que c'est intentionnellement que l'exigence d'un avis du bâtonnier de l'Ordre des avocats (en l'occurrence, il se serait agi d'un avis des bâtonniers des barreaux du ressort) n'a pas été reproduite.

5. A la fin de l'article 5 du projet, il convient d'écrire : " ... conformément aux articles 109 et 109bis du Code judiciaire".

6. Pour être complet, le projet devrait encore modifier d'autres dispositions du Code judiciaire :

1° l'article 106, relatif au règlement particulier.

Pour les tribunaux de première instance, l'article 88, alinéa 2, prévoit, en effet, que le règlement particulier de chaque tribunal "contient l'indication des chambres qui au tribunal de première instance siègent respectivement au nombre de trois juges ou d'un seul".

L'article 106, alinéa 2, du même Code, relatif au règlement particulier de la cour d'appel, devrait être complété de manière analogue.

Le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

L'article 106, alinéa 2, du même Code est complété comme suit :

"Il contient l'indication des chambres qui, à la cour d'appel, siègent respectivement au nombre de trois conseillers à la cour ou d'un seul.";

2° l'article 108, relatif aux chambres réunies.

Suivant l'alinéa 1er de cet article,

"Lorsque la cour d'appel est appelée à siéger chambres réunies pour le jugement des affaires autres qu'en matière répressive renvoyées après cassation, elle se compose de deux chambres, désignées et présidées par le premier président, ou par le président de chambre ou par le conseiller qui le remplace".

Il serait nécessaire de préciser la composition des deux chambres ou d'indiquer le nombre de magistrats appelés à siéger en chambres réunies, comme l'article 93, alinéa 1er, l'indique pour le tribunal de première instance;

3° l'article 335, relatif aux chambres de vacations.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il ne conviendrait pas d'adapter l'article 335, alinéa 2, à la réforme contenue dans le projet, en s'inspirant des dispositions prévues pour les tribunaux de première instance.

Le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

L'article 335, alinéa 2, du même Code est remplacé par les alinéas suivants :

"Il y a dans les cours d'appel, dans les cours du travail dans les tribunaux de première instance, dans les tribunaux du travail et dans les tribunaux de commerce une ou plusieurs chambres des vacations.

A la cour d'appel et au tribunal de première instance, il y a au moins une chambre composée de trois magistrats et une chambre ne comprenant qu'un magistrat".

.../...

7. A l'article 6 du projet, il faudrait écrire, dans le texte français :

" ... le premier jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge".

Opschrift.

Volgens het opschrift stelt het wetsontwerp "kamers van beroep met één raadsheer" in. Het laat echter een belangrijke precisering achterwege : zodanige kamers worden immers in het hof van beroep en niet in het arbeidshof ingesteld. In het hof van beroep zijn er trouwens reeds kamers met één raadsheer, die uitspraak doen in hoger beroep tegen vonnissen van de rechter in de jeugdrechtbank (1). De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Ontwerp van wet tot instelling van kamers met één raadsheer in de hoven van beroep".

Bepalend gedeelte.

Bij het wetsontwerp zijn alleen opmerkingen te maken wat betreft de plaats van de bepalingen tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het in overeenstemming brengen van sommige bepalingen van dat Wetboek waaromtrent de Regering geen wijzigingen voorstelt.

1. Artikel 2 van het ontwerp voegt twee paragrafen toe aan artikel 102 van het Gerechtelijk Wetboek. Zij hebben betrekking op de vorderingen die aan kamers met één raadsheer kunnen worden voorgelegd.

Artikel 102 staat in afdeling I. ("Hof van beroep") van hoofdstuk III ("Hof van beroep en arbeidshof") van titel I van boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek. Afdeling IV van hetzelfde hoofdstuk heeft als opschrift "Dienst" : in die afdeling is het dat het door artikel 3 van het ontwerp gewijzigde artikel 109 staat.

.../...

---

(1) artikel 102 van het Gerechtelijk Wetboek.

De huidige verdeling van de afdelingen van hoofdstuk III is over het geheel genomen te vergelijken met die van hoofdstuk II, dat handelt over de arrondissementsrechtbank, de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel. In dat hoofdstuk II zijn de bevoegdheden van de kamers met drie rechters vastgesteld door artikel 92, dat deel uitmaakt van afdeling VIII "Dienst".

Het kan wenselijk lijken de inkleding van de hoofdstukken II en III symmetrisch te houden en de regels van de artikelen 2 en 3 van het ontwerp een plaats te geven in afdeling IV van hoofdstuk III, welke afdeling het opschrift "Dienst" draagt, net zoals de bepalingen die een soortgelijke aangelegenheid regelen wat de rechtbanken van eerste aanleg betreft, in afdeling VIII ("Dienst") van hoofdstuk II staan.

2. In zijn thans geldende tekst stelt artikel 102 twee regels : enerzijds zijn er in het hof van beroep kamers met één raadsheer, anderzijds nemen die kamers kennis van het hoger beroep tegen vonnissen van de rechter in de jeugdrechtbank. De eerste bepaling houdt verband met de organisatie van het hof, de tweede met de bevoegdheden ("dienst") ervan. Gelet op het ontworpen artikel 101, derde lid, (artikel 1 van het ontwerp), wordt dan ook voorgesteld artikel 102 op te heffen en een artikel 109bis in te voegen.

3. Mocht op dit voorstel worden ingegaan, dan zou artikel 2 van het ontwerp als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 2.-

Artikel 102 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven".

Er zou een nieuw artikel moeten komen, luidend als volgt :

.../...

"Artikel ... .-

Een als volgt luidend artikel 109bis wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

"Artikel 109bis. § 1. Aan de kamers met één lid wordt toegewezen het hoger beroep tegen vonnissen van de rechter in de jeugdrechtbank.

§ 2. Volgens de behoeften van de dienst worden aan de kamers met drie raadsheren in het hof of aan die met één lid toegewezen :

1° het hoger beroep tegen beslissingen in burgerlijke zaken gewezen door een kamer van de rechtbank van eerste aanleg met één rechter;

2° het hoger beroep tegen beslissingen gewezen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of door de voorzitter van de rechtbank van koophandel;

3° de voorzieningen bedoeld in artikel 603, 4°;

4° de vorderingen gegrond op de artikelen 606 en 1718-2.

§ 3. De andere zaken dan die welke bedoeld zijn in de paragrafen 1 en 2, worden toegewezen aan kamers met drie raadsheren in het hof.

§ 4. Wanneer er van verscheidene samenhangende zaken ten minste één bij een kamer met drie raadsheren in het hof moet worden aanhangig gemaakt, verwijst de eerste voorzitter al die zaken naar zulk een kamer. Te dien einde kan hij ook hun vroegere verdeling wijzigen".

4. Het ontworpen artikel 210bis gaat uit van artikel 195 dat betrekking heeft op de aanwijzing van de rech-

ters in de rechtbank van eerste aanleg die als enige rechter zitting zullen houden (1).

Duidelijkshalve en om de bepaling parallel te houden met artikel 210, wordt voorgesteld artikel 210bis als volgt te stellen :

"Artikel 210bis. De voorzitters en de raadsheren die alleen zitting zullen houden in de gevallen bedoeld in artikel 109bis, § 2, worden door de eerste voorzitter van het hof van beroep aangewezen op schriftelijk en met redenen omkleed advies van de procureur-generaal.

Zij kunnen voorts volgens hun rang zitting nemen in de andere kamers van het hof".

5. Aan het slot van artikel 5 van het ontwerp schrijve men : "..., overeenkomstig de artikelen 109 en 109bis van het Gerechtelijk Wetboek".

6. Volledigheidshalve zou het ontwerp nog andere bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek moeten wijzigen :

1° artikel 106, dat betrekking heeft op het bijzonder reglement.

Ten aanzien van de rechtbanken van eerste aanleg bepaalt artikel 88, tweede lid, immers dat het bijzonder reglement voor elke rechtbank "de aanduiding (bevat) van de kamers die in de rechtbank van eerste aanleg onderscheidelijk met drie of met een enkele rechter zitting houden".

.../...

---

(1) Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt evenwel dat het vereiste van een advies van de stafhouder van de Orde van Advocaten opzettelijk niet is opgenomen (in het onderhavige geval zou het gegaan hebben om een advies van de stafhouders van de balies uit het rechtsgebied).

Artikel 106, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, dat op het bijzonder reglement van het hof van beroep betrekking heeft, zou op analoge wijze aangevuld moeten worden.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel ... .-

Artikel 106, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"Het bevat de aanduiding van de kamers die in het hof van beroep onderscheidenlijk met drie raadsheren in het hof of met één enkele zitting houden";

2° artikel 108, dat betrekking heeft op de verenigde kamers :

Het eerste lid van het artikel luidt aldus :

"Wanneer het hof van beroep geroepen wordt om zaken die na cassatie verwezen zijn, strafzaken uitgezonderd, met verenigde kamers te berechten, bestaat het uit twee kamers, aangewezen en voorgezeten door de eerste voorzitter, de kamervoorzitter of door de raadsheer die hem vervangt".

Men zou duidelijk moeten maken hoe de twee kamers samengesteld zijn, of moeten bepalen hoeveel magistraten in de verenigde kamers zitting zullen nemen, zoals artikel 93, eerste lid, dat doet ten aanzien van de rechtbank van eerste aanleg;

3° artikel 335, dat betrekking heeft op de vakantiekamers.

De Regering en de Wetgevende Kamers zullen dienen te oordelen of artikel 335, tweede lid, niet aangepast zou moeten worden aan de hervorming die in het ontwerp is vervat, daarbij uitgaande van wat voor de rechtbanken van eerste aanleg is bepaald.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel ... .-

Artikel 335, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende leden :

"In de hoven van beroep, in de arbeidshoven, in de rechtbanken van eerste aanleg, in de arbeidsrechtbanken en in de rechtbanken van koophandel zijn er één of meer vakantiekamers.

In het hof van beroep en in de rechtbank van eerste aanleg is er ten minste één kamer met drie magistraten en één kamer met één magistraat".

7. In artikel 6 van het ontwerp zou men in de Franse tekst moeten schrijven :

"... le premier jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.